

Bimestriel édité par Solidarité Socialiste, mai-juin 2009

Alter Égaul^{n°39}

SOLIDARITÉ
SOCIALISTE

*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



Théma-zoom

**Croissance,
décroissance,
développement.**

OUI À LA CROISSANCE... DE LA PARTICIPATION DES FEMMES

La présente livraison d'*Alter Egaux* contient un thématisme sur le thème "Croissance, décroissance et développement". Ce dossier thématique s'interroge sur les liens entre les concepts de croissance économique et de développement, trop souvent confondus jusqu'à faire dire à beaucoup que parler de "développement durable" est contradictoire dans les termes. Il est vrai que très longtemps, et jusqu'à aujourd'hui dans l'esprit de nombreux décideurs et d'une grande partie de la population, le développement est synonyme de simple accroissement du PIB.

Celui-ci mesure la quantité de biens et de services produits dans un espace défini et pour une année donnée. Il constitue une sorte de bilan de l'activité économique d'un pays ou d'une région qui ne tient compte que des recettes sans que ces dernières soient contrebalancées par les dépenses, par exemple les atteintes à l'environnement ou encore les "dégâts" sociaux induits par telle ou telle politique ou mesure économiques. De plus, le PIB ne mesure aucunement les richesses matérielles et immatérielles générées par les activités informelles et/ou domestiques, dans lesquelles on retrouve une large majorité de femmes.

Si l'on élargit l'acception du développement, comme il convient de le faire s'il s'agit de prendre en compte la réalité de l'existence humaine, bien plus complexe que le simple champ de l'activité économique, l'idée que la croissance comme mètre-étalon du développement est entachée d'une infirmité congénitale est une évidence.

C'est pourquoi le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) parle depuis 1990 de "développement humain" qui inclut sémantiquement la notion de "bien-être" individuel et collectif, évidemment beaucoup plus difficile à évaluer que de simples données comptables. Le PNUD définit le développement humain, bien au-delà d'une simple augmentation de revenus, comme "(...) un processus visant à élargir la palette de choix offerte à tous les individus, et pas seulement à une partie de la société" [PNUD, 2005., p.1). Le critère de participation est ici un élément fondamental qui détermine le degré auquel les personnes sont associées aux décisions qui affectent leur vie d'un point de vue économique, social, culturel et politique.

Dans cette foulée, le PNUD a créé un "indicateur du développement humain" (IDH) qui reprend trois paramètres négligés par le PIB : la longévité, le niveau d'instruction et l'accès aux ressources essentielles aux personnes pour élargir et développer leur potentiel, dans le cadre d'une existence librement choisie. Cinq ans plus tard, suite à la Conférence de Beijing sur les femmes, le PNUD a créé simultanément un "indicateur sexospécifique du développement humain" (ISDH), et un "indicateur de la participation des femmes" (IPF) au développement, qui affine l'IDH pour mesurer l'inégalité entre les sexes.

L'ISDH fait ressortir essentiellement deux choses : primo aucune société n'offre aux femmes les mêmes opportunités qu'aux hommes de développer leur potentiel; secundo, l'égalité hommes-femmes, même si elle est corrélée positivement de manière forte au niveau de développement humain d'un pays, n'y est pas liée totalement : des pays plus "développés" que d'autres si l'on mesure l'IDH, peuvent être "moins développés" lorsqu'on prend en compte les discriminations dont sont victimes les femmes par le biais de politiques socio-économiques ou d'a priori culturels qui les défavorisent.

L'indicateur de la participation des femmes vise à voir dans quelle mesure elles "sont habilitées ou admises à prendre part aux différents aspects de la vie publique par rapport aux hommes" [PNUD, id., p.79). Les résultats sont ambigus. Des progrès incontestables ont eu lieu et sont en cours partout dans le monde, par exemple le fait que le pourcentage de femmes dans les assemblées politiques est globalement en progression, et qu'un nombre croissant d'entre elles occupe des postes à haute responsabilité. C'est ainsi qu'en Inde, pays où la tradition pèse lourdement sur les intouchables et les femmes, c'est une dalit, Meira Kumar, qui occupe, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, le poste clé de présidente de la Chambre basse du Parlement. A l'autre bout de la Terre, c'est-à-dire ici, en Belgique, si l'on compare les résultats des élections régionales de 2004 et 2009, on constate en Wallonie une progression de 19 à 35% d'éluës, et en Flandre de 32 à 41%.

Mais ces résultats positifs occultent d'autres réalités. Politiquement, outre le fait que les hommes restent très majoritairement au pouvoir, plus on s'élève dans la hiérarchie, moins l'on retrouve de femmes. C'est encore plus vrai dans les secteurs de l'entreprise et de l'économie, où les femmes sont sous-représentées en termes d'emploi - et évidemment de travail décent - et dans les postes à responsabilité où se prennent les décisions. Bien des progrès sont encore à faire dans tous les domaines de l'activité humaine dans le sens de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Solidarité Socialiste accorde donc la plus grande attention à la participation des femmes dans les processus de développement qu'elle soutient, et qu'un aspect important de renforcement de leurs capacités y est présent. Nous disons oui à la croissance... de la participation des femmes au développement !



Alain COHEUR
Président de Solidarité Socialiste

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**

Bimestriel édité par **Solidarité Socialiste-Formation, Coopération & Développement**, association sans but lucratif, rue Coenraets 68 à 1060 Bruxelles, tél.: 02/505.40.70, fax : 02/512.88.16, e-mail : fcd@solsoc.be, site Internet : www.solsoc.be
Président : Alain Coheur. **Vice-Présidents** : Jacques Bourgaux, Alain Hutchinson, Véronique Jamouille et Annick Thyré.
Secrétaire : Michel De Jaer. **Trésorier** : Willy Taminiaux. **Administrateurs** : Sfia Bouarfa, Dominic Brumagne, Jean-Pierre Derocette, Etienne Godin, Philippe Mahoux, Thibaut Michot, Philippe Van Muylder et Olga Zrihen. **Directeur et éditeur responsable** : Jacques Bastin, rue Coenraets 68, à 1060 Bruxelles. **Pré-press** : Patrick Abeels. **Flashage et impression** : Bietlot.
Bureau de dépôt : Bruxelles X. N° 38 mars-avril 2009. **CCP 000-0000054-54**. En couverture : Une rue de Casablanca où les marchands ambulants viennent écouler leurs marchandises (cliché : Résaq).

BOLIVIE : LES COMMUNAUTÉS PAYSANNES SE MOBILISENT !

Solidarité Socialiste appuie deux partenaires en Bolivie, CECASEM et la Fondation Nord Sud. Les actions sont menées dans le cadre du volet "souveraineté et sécurité alimentaires" de notre programme. Vingt-huit communautés y sont impliquées, dans deux municipalités : Sorata, au Nord-Ouest de La Paz, près du lac Titicaca, et Tacobamba, dans le département de Potosi. Au total, ce sont près de cinq cents familles qui sont partie prenante d'un processus qui va bien au-delà du niveau local.

En Bolivie, une partie de l'alimentation est basée sur la production locale (pommes de terre, maïs, avoine, principalement), mais aussi de plus en plus sur des produits d'importation, comme le blé, le lait, les huiles, le riz, les pâtes, qui ont été substitués aux productions traditionnelles et dont une partie sans cesse plus large de la population dépend pour satisfaire ses besoins alimentaires. Dans la campagne, à l'habitat dispersé, souvent éloigné des voies de communication, la consommation, peu variée, est constituée essentiellement de pommes de terre, de riz et de pain, avec un déficit très important en apport de protéines. Les communautés paysannes sont les plus affectées par les problèmes de malnutrition et de dénutrition, tout particulièrement les enfants.

C'est le cas pour les populations dans les deux municipalités de Sorata et Tacobamba, où le programme déploie ses activités. Elles font partie des cinq régions les plus pauvres de la Bolivie. Les niveaux de dénutrition et de mortalité infantiles y sont particulièrement élevés. Les problèmes liés d'une part à l'érosion, à la fertilité et à la productivité des terres, d'autre part à la taille excessivement réduite des exploitations ont des effets très négatifs sur l'alimentation et la santé des populations locales.

Le programme de Solidarité Socialiste en Bolivie vise à renforcer la sécurité et la souveraineté alimentaires des communautés paysannes dans les deux régions. Il part



de la dynamique d'organisations de base (OCB) mises en réseau par nos deux partenaires, CECASEM et la Fondation Nord Sud, et se centre sur le développement d'infrastructures productives, la diversification des productions agricoles et des jardins potagers, sans oublier l'adduction en eau, l'utilisation de l'énergie solaire et la conservation des sols. Il implique aussi la formation et les échanges d'expériences, ainsi que tout un travail de revendication auprès des instances publiques en charge du développement agricole.

Les actions sur le terrain concernent une trentaine de syndicats paysans : onze OCB dans la municipalité de Sorata, et une vingtaine dans celle de Tacobamba, le tout impliquant près de cinq cents familles.

PETIT ÉLEVAGE ...

C'est ainsi que dans la communauté de Yoropampa, dans la municipalité de Sorata, c'est un projet de petit élevage aviaire qui est mis sur pied. Chacune des seize familles de la communauté a reçu le matériel pour construire son poulailler, ainsi que vingt-cinq poules pondeuses et un stock de rations. Elles ont également bénéficié d'une formation et d'un suivi technique de CECASEM. Les équipements, comme les mangeoires, les distributeurs d'eau, sont construits sur place avec du matériel de récupération. Chaque famille peut récolter chaque matin une vingtaine d'œufs : un quart sert à leur consommation propre, le reste est destiné à la vente, ce qui assure un revenu de 270 bolivianos par mois. Pour se rendre compte de ce que cela représente, il faut savoir que le salaire minimum en Bolivie est de 500 bolivianos !).



... CONSERVATION DES SOLS

Dans la municipalité de Tacobamba, Pairumani est un hameau de quelque vingt-cinq familles. On n'y accède qu'à pied, en une vingtaine de minutes de marche soutenue, sur un dénivelé d'environ cinq cents mètres depuis le chemin carrossable. La communauté a privilégié un projet de conservation des sols par la construction de terrasses. L'appui du programme a consisté en la fourniture de pics, de barres, de pioches, de brouettes, de pelles. Chaque famille a reçu un kit de ces outils. Le travail, très lourd, devrait être terminé pour septembre 2009. Le terrain sera enrichi par des engrais organiques, produits par les petits élevages locaux.

... ADDUCTION D'EAU

A Vila Loma, toujours dans la municipalité de Tacobamba, il faut marcher quarante minutes le long d'un petit chemin escarpé à flanc de coteaux pour atteindre le site où a été construit, grâce à l'appui financier du programme, le réservoir d'eau. Trente-cinq familles participent à deux projets : le premier consistant en la réhabilitation d'une infrastructure existante (remplacement et réparation des canalisations sur près de trois kilomètres, et du réservoir); le second en la captation de l'eau, l'acquisition et l'enfouissement des tuyaux et la construction d'un réservoir. Ces infrastructures permettront de faire deux récoltes au lieu d'une seule actuellement.

Tous ces petits projets, indispensables pour assurer un mieux-être aux communautés paysannes, sont évidemment intégrés à un processus plus vaste. Celui-ci est davantage porteur de changements que les projets eux-mêmes, mais ces derniers sont importants tant matériellement qu'en termes de confiance, de motivation et de participation des populations. Ils sont liés à des apprentissages : poser un diagnostic, se projeter dans l'avenir, déterminer des priorités, élaborer, présenter et défendre

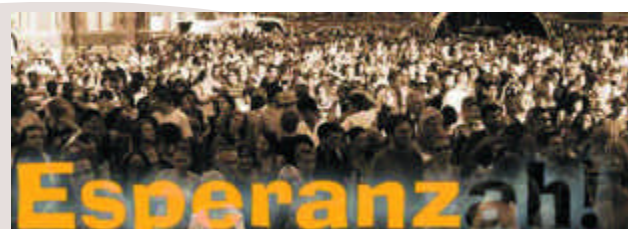


des actions, négocier avec les pouvoirs publics, ouvrir un compte en banque, réceptionner et gérer des fonds, acheter et acheminer les équipements, organiser et réaliser les travaux. Les communautés se sentent ainsi "propriétaires" de leur projet, et ont la satisfaction de pouvoir le maîtriser. Bref, c'est à travers des actions concrètes d'amélioration du sort des populations locales tout un processus d'éducation populaire qui est mené !

Un comité national du programme existe qui rassemble des membres de nos deux partenaires, des OCB de Sorata et de Tocabamba ainsi que des représentants des municipalités des deux localités.

Le programme se déroule sur trois niveaux : local (projets des OCB), national (programme FADOC qui s'intègre à des réseaux nationaux et qui mène notamment des actions de revendication politique et de négociation avec les autorités publiques nationales) et international (avec SolSoc, les autres partenaires du programme en Amérique latine, en Afrique et en Palestine, et des réseaux et plateformes actifs sur les thématiques de souveraineté alimentaire à un niveau plus large que le cadre bolivien).

En 2009, comme maintenant depuis plusieurs années, Solidarité Socialiste sera présente à l'occasion du festival Esperanzah qui se déroulera du 31 juillet au 2 août. Il accueillera à nouveau la coalition pour un Travail décent, dont SolSoc fait partie, afin de taper sur le clou pour réclamer un travail décent pour toutes et tous, et



demande plus de régulation des acteurs privés commerciaux et financiers. Et pour cela, nous inviterons le festivalier à rentrer dans la peau d'un travailleur d'une zone franche : vivre ses conditions de travail, découvrir ses droits, mais aussi les luttes d'autres travailleurs dans le monde. Il pourra aussi se faire une idée des outils actuels et à créer pour assurer les droits fondamentaux à tous les travailleurs. Enfin, le festivalier sera convié à passer à l'action et à enfoncer le clou lui aussi ! Vidéo militance, marteau forain ... une série de pistes pour devenir acteur de changement.

Rendez-vous à Floreffe pour le festival Esperanzah !

Infos : Perrine Crevecoeur (pcrevecoeur@solsoc.be - 02/505.40.70)

CROISSANCE, DÉCROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT

Les notions de développement et de croissance entretiennent des relations complexes et ambiguës. Telles qu'elles sont discutées dans ce dossier thématique, elles sont historiquement et géographiquement situées : elles émergent dans la pensée occidentale comme corollaires du concept de progrès comme jauge de l'humanité considérée en tant que projet, c'est-à-dire ayant une direction et un sens, comme visant à construire un monde libéré de la barbarie, des croyances irrationnelles et de la superstition. L'être humain est envisagé en tant qu'entité individuelle aspirant activement et continuellement au bonheur ici sur Terre par la satisfaction de ses besoins matériels et spirituels, contribuant par ce biais au bien-être de la collectivité. Ce projet semble avoir bien du plomb dans l'aile aujourd'hui. La faute en revient, entre autres, à une croissance économique détachée des réalités de vie des gens. Mais l'idée de décroissance, présentée par certains comme la panacée, pose de nouveaux problèmes et soulève de nouvelles questions qui touchent au cœur même du système social et économique.

Progrès, croissance, développement ne sont pas nés par génération spontanée. Si ces idées constituent incontestablement une rupture par rapport à des concepts et notions liées aux sociétés traditionnelles, elles sont le fruit d'une lente maturation qui fera jaillir, en Europe occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles, ce geyser intellectuel, moral, social et économique, lié à la révolution industrielle et condensé dans le corset étroit du terme "modernité".

La modernité, projet d'émancipation sociale

Avec l'avènement des concepts liés à la modernité, on assiste à un renversement de l'ordre et des perspectives des sociétés humaines et une valorisation de l'individu comme acteur et maître de son existence. La référence est désormais l'avenir et non le passé, l'innovation et non la répétition, le mouvement et non l'immobilisme, la raison et non le préjugé, l'argumentation et non l'arbitraire, la linéarité et non le cyclique, l'autonomie individuelle et non la soumission aveugle au collectif. La modernité est un véritable projet d'émancipation sociale à échelle humaine. De fait, selon cette conception du réel, la légitimité n'est plus basée sur l'autorité religieuse et le Sacré ou sur des relations domestiques (aristocrate-plebéien, maître-serviteur, mari-épouse) figées, induites par l'influence de la naissance dans des sociétés structurées en castes aux statuts et rôles intangibles.

Et la nature, jusqu'alors tout à la fois sujet de crainte et de vénération du fait de son statut de création divine et des mystères qui entourent son agencement et ses forces, est désormais un objet d'investigation et un réservoir de ressources matérielles que l'humain peut mettre à profit pour accroître ses connaissances et son bien-être.

Une idée nouvelle : le bonheur

L'idée essentielle liée à l'émergence de la modernité est celle du bonheur. L'importance de cet état mental est mis à l'avant-plan par les philosophes des Lumières : en Italie, avec Beccaria et les frères Verri ; en Ecosse, par une brillante panoplie d'intellectuels comme Hutcheson, Reid, Hume, Adam Smith ou encore Stewart. La France participe bien évidemment au mouvement, à travers Diderot, d'Alembert, Helvétius, Rousseau, Voltaire et autres Condorcet.

L'Isaac Newton des sciences morales

Mais celui qui fera la fortune de la notion de bonheur est anglais. C'est Jeremy Bentham, un génie protéiforme et excentrique, né au milieu du XVIII^e siècle, qui avait pour ambition de devenir l'Isaac Newton des sciences morales. Pour Bentham, dans ses *Principes de la morale et de la législation*, édités en 1789, la nature a placé l'humanité sous l'empire de deux maîtres, la peine et le plaisir. C'est à eux seuls qu'il appartient de nous indiquer ce que nous devons faire comme de déterminer ce que nous ferons. D'un côté, le critère du bien et du mal, de l'autre, la chaîne des causes et des effets sont attachés à leur trône.

Il est le créateur de l'utilitarisme moderne selon lequel est dit utile ce qui contribue à maximiser le bien-être de l'individu. Pour Bentham, il est possible de calculer objectivement l'utilité (la moralité) d'une action par des indicateurs liés à ses conséquences en termes d'accroissement des peines et des plaisirs. Et la législation doit assurer la convergence de l'intérêt individuel et de l'intérêt collectif pour «le plus grand bonheur du plus grand nombre».

Les sociétés occidentales de la fin du XVIII^e siècle sont des sociétés inégalitaires et très pauvres. L'Angleterre et la France de 1800 seraient considérées, selon nos critères d'aujourd'hui, comme faisant partie des pays dits les moins avancés. Les conditions de vie matérielles de la majorité de la population sont infrahumaines,

La croissance

La croissance économique se définit classiquement comme l'augmentation des biens et services produits par une économie durant une période déterminée. Elle utilise un indicateur, le Produit Intérieur Brut (PIB). Si ce dernier croît, il indique une augmentation du niveau de vie des populations, qui est à distinguer de la qualité de vie de ces mêmes populations. La croissance est un élément fondamental de la théorie économique, correspondant à une structuration mentale et à une représentation du monde liées à la révolution industrielle. La croissance économique induirait un enrichissement qui permettrait de faire reculer la pauvreté matérielle. En cas de croissance positive, on parle de période d'expansion économique; lorsque la croissance est négative durant au moins deux trimestres consécutifs, l'économie entre en récession.

les taux de mortalité et de natalité effroyablement élevés. Quant au pouvoir politique, il est au main d'une caste fortunée constituée au plus de quelques dizaines de milliers de personnes. Nous sommes loin du plus grand bonheur pour le plus grand nombre.

Les progressistes issus de la bourgeoisie montante vont se baser sur les théories de la toute jeune économie politique et l'ouvrage fondateur de David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Selon ce dernier, la richesse d'une nation est répartie selon trois piliers : la rente terrienne, le profit du capitaliste et les salaires. La rente étant déterminée comme une donnée fixe, la seule possibilité de répartition du restant des richesses produites se joue entre les profits et les salaires.

Loi d'airain des salaires et malthusianisme

Dans une Angleterre en pleine croissance démographique, les économistes classiques conçoivent les salaires comme déterminés par la loi de l'offre et de la demande de travail. Plus les travailleurs sont nombreux sur le marché, plus bas sont les salaires qu'ils peuvent espérer percevoir, le «gâteau salarial» étant à répartir entre plus de mains. Il faut donc une croissance économique qui permet une augmentation de la richesse à répartir, tant en terme de profit que de salaires. D'où l'at-

tention portée à l'accroissement de la production et au libre-échange qui permettent d'augmenter le nombre de biens disponibles et la diminution de leur prix. C'est, à salaire égal, le seul moyen pour le travailleur d'accroître son niveau de vie, avec le contrôle de la natalité, et donc la réduction de l'offre, selon les principes malthusiens.

Les économistes classiques ne croyaient pas en une croissance illimitée. Ils la voyaient plutôt comme une petite chose fragile, rempart contre le retour à un état politique, économique et social antérieur. Selon leur théorie, elle ne pouvait cependant être durable du fait que toute production devait nécessairement converger vers un état stationnaire, la croissance devenant alors nulle. Cette théorie sera invalidée (définitivement ?) avec la survenue, au sein même du système industriel, d'innovations d'ordre qualitatif. Les théories qui en découlèrent insisteront dès lors sur le fait que la croissance génère un progrès technique qualitatif et une augmentation de la productivité qui permet d'éviter la décroissance des rendements. D'où l'idée que la croissance pourrait être sans limites.

Cent cinquante ans de croissance sans (beaucoup de) questionnement

Entre 1820 et 1970, la croissance économique, avec des flux et des reflux et des périodes plus ou moins prononcées d'interventionnisme de l'Etat, permet un accroissement inédit de la richesse matérielle dans les pays qui sont appelés après la seconde guerre mondiale les pays développés, en contraste avec un tiers-monde préindustriel dont les caractéristiques en termes de pauvreté, de mortalité et d'éducation, sont proches de celles de l'Angleterre de 1800. Tiers-monde dont les richesses matérielles et humaines ont, par ailleurs, largement contribué aux résultats des économies dites développées. Et l'on ne parle réellement de développement et de sous-développement qu'à partir du détachement progressif des colonies asiatiques et africaines de leurs métropoles européennes.

Pays développés ?

Dans les années 50 et 60, la mesure du développement est bien sûr purement matérielle : le moteur en est la

Le développement durable : lier l'économie au social et à l'environnement

Le terme *sustainable development*, traduit par développement durable, a été défini officiellement en 1987 par la Commission Brundtland dans son rapport "Notre avenir à tous", comme (...) *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs*. Outre la notion de responsabilité envers les générations à venir,

deux concepts sont inhérents au développement durable : celui de besoins, et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la priorité; l'idée que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent des limitations à la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir, sans remettre fondamentalement en

cause la croissance économique. Le développement durable ne peut se faire sans la mobilisation des citoyens et leur participation aux processus de décision. Le concept implique de les associer aux projets qui les concernent et de trouver avec eux les solutions aux défis sociaux, économiques et environnementaux. Le développement durable est donc lié à une pratique de démocratie participative.

croissance, l'indicateur en est le Produit Intérieur Brut. Ce dernier mesure l'augmentation des biens et services produits par une économie durant une période déterminée, à savoir la croissance économique. Si le PIB croît, il indique une augmentation du niveau de vie des populations, qu'il faut distinguer de la qualité de vie de ces mêmes populations.

De fait, le PIB n'a pas d'état d'âme : sa comptabilité ne connaît que les valeurs ajoutées, non pas la richesse possédée par un pays. Une catastrophe naturelle va ainsi contribuer à la croissance telle que mesurée par le PIB à travers l'activité de reconstruction qu'elle génère. Cette contribution ne reflète ni la destruction antérieure ni le coût du financement de la reconstruction. En outre, le PIB ne mesure pas les productions liées aux activités informelles et domestiques.

Ecologie et limites de la croissance

Alors qu'en 1970, les économistes ont toujours pour théorie fondamentale l'idée que certains biens n'ont aucune valeur économique et que chacun est libre d'en disposer à sa guise, l'écologie est devenue progressivement une force intellectuelle à partir de la fin des années 50.

En 1962, Rachel Carson publie *Silent Spring* où elle critique une notion de progrès mesuré uniquement en termes de rendement et de rentabilité. Elle y remet en question la science toute puissante et le progrès technologique comme remèdes à tous les maux de l'humanité, et met en avant le fait qu'il faut prendre en compte les effets négatifs de la croissance économique sur les êtres humains et leur environnement. Dix ans plus tard, le Club de Rome publie son rapport *Halte à la croissance* qui sera descendu en flammes par les responsables politiques et économiques tant du Nord que du Sud (voir encart). Il met en avant le danger que représente une croissance économique et démographique exponentielle dans un monde fini eu égard à l'épuisement des ressources naturelles. La même année les Nations Unies organisent la Conférence de Stockholm qui fait reconnaître officiellement les liens inextricables entre environnement et développement.

Croissance sans social n'est que ruine du développement

Deux acteurs sont désormais présents dans la problématique du développement : l'économie et l'environnement. Reste à la dimension sociale à émerger dans la critique de la croissance économique déconnectée du réel. Ce qui se fera avec le concept d'écodéveloppement. Ce dernier met en avant un modèle de développement respectueux de l'environnement et de la gestion efficace des ressources naturelles, qui rendrait le développement compatible avec l'équité sociale, et parle explicitement de la notion de besoin, différente de celle de demande retenue par les économistes. L'écodéveloppement est le précurseur du développe-

ment durable défini officiellement par la Commission Brundtland en 1987 qui reprend la notion de besoins, en se focalisant sur la priorité à accorder à ceux des plus démunis. Le développement durable lie désormais les aspects économiques du développement, à ses volets social et environnemental.

Le rapport du Club de Rome

Halte à la croissance, publié en 1972, pointe le danger que représente une croissance économique et démographique exponentielle du point de vue de l'épuisement des ressources, de la pollution et de la surexploitations des systèmes naturels. Son message, limiter l'accroissement de la population et tendre vers une croissance zéro, déclenche de vives réactions. Les pays du Nord critiquent le rapport parce qu'il ne tiendrait pas compte des évolutions technologiques, tandis que les pays du Sud sont scandalisés du fait qu'il lance, selon eux, un appel à l'abandon du développement économique alors que leurs populations connaissent toujours une situation de pauvreté et des conditions de vie indignes d'êtres humains. Son mérite est cependant d'avoir mis en avant sur le plan international l'idée que le développement doit prendre en compte le fait que les ressources de la Terre ne sont pas inépuisables.

Consensus de Washington

Deux ans après le rapport Brundtland, un économiste, John Williamson invente le terme "Consensus de Washington" pour résumer les politiques ultralibérales prônées depuis la fin des années 70 par les institutions internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Cette époque, qui nous mène à aujourd'hui, marque le triomphe de la pensée unique. On en a déjà beaucoup parlé à l'occasion de précédents dossiers thématiques. Nous n'y reviendrons donc pas. Mais ses effets catastrophiques en termes d'accroissement de la pauvreté, d'agrandissement des fractures sociale et économique entre les Etats et à l'intérieur de ceux-ci, ainsi que son incapacité à mettre en oeuvre un développement équitable et à induire l'accroissement du bien-être général (le bonheur benthamien) par le libre jeu des intérêts individuels, ont produit des réactions sans cesse plus vives. Pensons au mouvement altermondialiste qui prône un autre monde, où l'économie serait (re)mise au service de l'humain et où la croissance est sujette à des critiques plus ou moins fortes, pour des raisons très diverses selon les points de départ des réflexions.

La décroissance

La critique la plus radicale de la croissance est l'oeuvre des théoriciens et défenseurs de la décroissance. Le créateur du concept est Nicholas Georgescu-Roegen, économiste et mathématicien roumain, avec son ouvrage *The Entropy Law and the Economic Process*. Il y fait le lien entre l'économie et la physique. Sa thèse est la suivante : l'économie actuelle fonctionne selon des

principes analogues à ceux de la physique newtonienne, alors qu'elle devrait prendre en compte le deuxième principe de la thermodynamique, l'entropie, selon lequel tout travail provoque une dégradation de la matière et une déperdition de l'énergie irréversibles. Si l'on suit ce raisonnement, les ressources naturelles utiles à l'humanité et employées dans les processus de production se dégraderaient et donc se raréfieraient inéluctablement. Poursuivre dans la voie de la croissance économique serait dès lors un choix dangereux.

L'idée même de décroissance est le produit d'une longue histoire. On la trouve déjà ainsi chez les Grecs de l'Antiquité dans le refus de la démesure. Elle passe, plus près de nous, par la pensée critique allemande de l'aliénation, par la critique de la société de consommation et du spectacle. On y retrouve évidemment la critique de l'économie politique et du productivisme. Elle apparaît également, implicitement ou explicitement, dans l'histoire des mouvements sociaux.

La décroissance, tout comme la croissance, n'a pas de couleur politique : on la retrouve chez des penseurs et des courants politiques de gauche comme de droite. Cependant les motifs qui poussent à la mettre en avant, les modes de sortie de la croissance, et l'organisation socio-économique qui en découlerait, sont différentes selon les valeurs et le positionnement sur l'échiquier politique.

Théorie du taux décroissant de bonheur

Le bonheur, que Jeremy Bentham pensait pouvoir mesurer en termes quantitatifs est plutôt un O.M.N.I., un objet mental non identifié. Eminemment subjectif, cet état peut néanmoins être mis en corrélation avec le bien-être ressenti par les gens à certains niveaux de satisfaction des besoins. Et l'on constate qu'au-delà d'un certain seuil, l'accroissement de la disponibilité de biens de consommation n'induit plus l'augmentation du bien-être. Cet accroissement peut même conduire à l'effet inverse, à savoir une augmentation du stress, une impression d'artificialité, une dégradation qualitative et quantitative du temps consacré au développement personnel et aux relations sociales, bref une détérioration de la qualité de l'existence individuelle, mais aussi - par la cumulation des insatisfactions individuelles - de la perte de valeur et de sens de l'organisation collective.

Il paraît évident qu'une grande partie de la production de masse n'augmente plus le bien-être de la population, mais tend au contraire en augmentant son assuétude au superflu, à l'aliéner toujours davantage. D'où les mouvements de simplicité volontaire, l'appel à la réduction du temps de travail au profit du temps consacré aux loisirs enrichissants et à la création de liens sociaux. D'où également la préférence pour la coopération sur la compétition, de "la belle ouvrage sur l'efficiency productiviste", de l'être sur l'avoir. Et l'idée de relocaliser l'activité économique, qui semble aller, à première vue, à l'encontre du mouvement de mondialisation actuel.

La décroissance

Le concept de décroissance est né en réaction et en opposition à celui de croissance. Il considère cette dernière comme étant incompatible avec la durabilité et insoutenable à terme, des points de vue économique, social, culturel et environnemental. Pour l'un de ses théoriciens, Paul Ariès, la décroissance « (...) n'est pas une idéologie ni un modèle économique de plus, c'est d'abord un mot-obus pour pulvériser la pensée économiste dominante ».

Développement différencié ?

Pour les détracteurs de la décroissance, cette dernière serait un luxe que peuvent se permettre de prôner les privilégiés au risque de mettre en péril les moyens matériels d'améliorer le sort des démunis. Et certains voient en elle un outil au service d'une pensée conservatrice et antimoderniste, nostalgique d'un âge d'or mythique.

De fait, quid de l'immense majorité des populations des pays du Sud et d'une frange de plus en plus importante des populations du Nord qui sont dans la pauvreté extrême, qui connaissent des difficultés énormes en termes d'accès aux services de base, comme l'éducation ou la santé, et qui sont dans l'impossibilité de mener une vie digne ? On pourra dire qu'ils ne profitent déjà guère de la croissance dont les fruits sont répartis de manière inégale au profit du capital, et même qu'elles en sont les premières victimes. Mais en passant volontairement à la décroissance ne risque-t-on pas d'accroître encore les difficultés qu'elles connaissent ?

La question est en fait celle d'une balance entre les aspects positifs et négatifs de sortie du paradigme de la croissance. Il s'agit de faire en sorte que le remède ne soit pas pire que le mal. Peut-on se "contenter" de répartir de manière équitable les fruits de la croissance, en calculant celle-ci, quoi qu'il en soit, de façon à prendre en compte ses coûts réels en termes sociaux et environnementaux (ce qui représente déjà une gageure) ? Doit-on parler ou en arriver à un développement différencié, l'un à base de croissance l'autre se faisant dans le cadre d'une croissance ou d'une décroissance, en fonction des besoins et du niveau de vie atteint par les populations concernées ? Quelle gouvernance pour activer ce développement différencié ? Sur base de quelle légitimité pourra-t-elle asseoir ses décisions ? Comment faire participer les populations à ce projet ? Sur base de quelles connaissances qui permettraient des choix réfléchis ? Sur base aussi de quelle vision ?

De fait, l'enjeu est à la fois éminemment pratique, mais aussi ontologique : l'idée de croissance est si enracinée dans l'esprit même de la civilisation occidentale moderne que toute forme de maîtrise de la croissance suppose une mutation de notre vision du monde. Le débat croissance-décroissance est tout sauf clos, et touche à des fondamentaux en terme de projet de société.

17 MAI : SOLSOC À SOLIDARIDAY



A l'invitation de la FGTB et de la Mutualité Socialiste de la province du Luxembourg, Solidarité Socialiste a été conviée à participer à une grande fête de la solidarité organisée le 17 mai à la Halle aux foires de Libramont. Lors de cet événement, nous avons proposé aux visiteurs de

découvrir notre expo photos "Travail décent, vie digne" et de participer à notre quizz-concours. Toutefois, il n'a pas seulement été question de l'expo, cela a également été l'occasion de présenter aux animateurs et enseignants présents les divers outils et publications de Solidarité Socialiste sur les enjeux Nord-Sud. Le bilan est plus que positif pour l'équipe éducative, mais également pour les organisateurs : SolidariDay a attiré plus de 3 000 personnes, venues s'informer, profiter des concerts et des nombreuses animations, principalement proposées par les mutualités socialistes, les organisations de service social et les syndicats (FGTB, OGBL). Une véritable réussite donc qui incitera certainement les organisateurs à réitérer l'expérience l'année prochaine.

PREMIER MAI À BRUXELLES ET À LIÈGE, SOLIDARITÉ SOCIALISTE ÉTAIT DE LA FÊTE !

La Place Rouppe, à Bruxelles, et la Place Saint-Paul, à Liège, ont accueilli les festivités du 1er Mai organisées par la FGTB. L'équipe de Solidarité Socialiste était évidemment présente en force tant dans la capitale que dans la Cité Ardente, sans oublier l'engagement de notre cellule éducative à Libramont (voir en page 10). La grande foule était là et l'ambiance au rendez-vous. Notre cocktail du Sud (la recette est évidemment top secret et brevetée pour le monde entier !) a coulé en abondance dans la gorge des travailleurs solidaires et assoiffés qui se sont arrêtés à nos stands.



SolSoc à Liège ...



... et SolSoc à Bruxelles

OPÉRATION 11.11.11 2008, LES RÉSULTATS !

Solidarité Socialiste et le Centre d'Éducation Populaire André Genot (CEPAG), mouvement d'éducation permanente de l'Interrégionale de la FGTB, ont travaillé main dans la main dans le cadre de l'Opération 11.11.11 organisée par le CNCD en 2008. Et les résultats ont été à la hauteur des efforts consentis : le CEPAG a récolté 45.496 € et Solidarité Socialiste 49.453 €. Ce sont donc 94.949 € qui ont été ainsi mobilisés pour soutenir les deux programmes que nous présentions à la campagne : le programme "Droit à la santé" et le programme "Droit à un travail décent". Un grand merci à celles et ceux qui, en achetant des produits de l'Opération, en nous faisant un don ou par leur participation active ont permis cette réussite ! Et rendez-vous est pris pour novembre 2009 !

	Récolte	Rég. Wallonne	Total
CEPAG	20.289,70	25.206,81	45.496,51
SOLSOC	22.054,02	27.398,70	49.452,73
Total	42.343,72	52.605,51	94.949,23



Un éventail de publications et d'outils sur les enjeux Nord-Sud !

Un éventail présente les publications et outils de sensibilisation et d'éducation que nous avons publiés entre 2006 et 2009. Il est disponible sur nos stands, mais rien ne vous empêche de découvrir ces publications et outils sur notre site Internet

www.solsoc.be/...

1ER MAI : SOLIDARITÉ SOCIALISTE SENSIBILISAIT LA CAPITALE WALLONNE DE L'EAU AU THÈME DU TRAVAIL DÉCENT

Vendredi 1er mai, l'équipe éducative de Solidarité Socialiste a fait le déplacement à Verviers pour présenter son expo photos "Travail décent, Vie digne", dans le cadre de ses activités de sensibilisation. Aidé par un soleil radieux, nous avons pu sensibiliser les familles et les curieux qui s'arrêtaient à notre stand, installé dans un superbe kiosque centenaire. Nombre de visiteurs ont participé à notre quizz-concours, notamment sous l'impulsion des enfants, et c'est ainsi que nous avons gratifié les heureux gagnants de magnifiques coffrets-cadeaux de notre partenaire capverdien. Mais nous



n'étions pas les seuls à avoir répondu à l'appel de la FGTB Verviers : celle-ci a pu compter sur la présence entre autres du PS, des jeunes écolos, d'un comité de soutien à la Palestine ou encore des

Femmes prévoyantes socialistes qui sensibilisaient sur la question du droit de vote des étrangers. C'est donc au terme d'une après-midi bien remplie, riche en rencontres, que notre équipe éducative a clôturé son animation lors de cette fête du travail vervieroise.



CONTINUEZ À FAIRE VIVRE VOS IDÉAUX, PENSEZ AU LEGS EN DUO !

Parler de la mort est un sujet délicat. Nous n'aimons pas penser qu'un jour, nous ne serons plus là. Faire un legs permet de continuer à aider, après notre départ, ceux que l'on aime. Cela permet aussi de faire perdurer et de renforcer nos idéaux. En effet, il est possible de désigner, tout à la fois, nos proches et une association qui défend nos valeurs comme bénéficiaires de notre testament et cela, en rendant notre legs même plus avantageux pour les premiers ! Nous pouvons ainsi témoigner matériellement, aux êtres chers, notre attachement tout en perpétuant durablement notre vision du monde et notre solidarité.

Votre conjoint et vos enfants sont protégés par la loi et reçoivent d'office une part de votre succession. Mais il reste toujours une partie de votre héritage dont vous pouvez disposer comme bon vous semble.

CONNAISSEZ-VOUS LE LEGS EN DUO ?

Faire un don à une association comme Solidarité Socialiste sous la forme d'un legs en duo évitera à vos héritiers de payer des droits de succession ! En effet, Solidarité Socialiste bénéficie d'un tarif de droits de succession particulièrement favorable, variant selon les Régions. Par le biais du legs en duo, elle s'engage à prendre à sa charge le paiement de ses propres droits de succession, mais aussi ceux des autres héritiers que vous aurez désignés ! Paradoxalement, par ce système, ces derniers obtiendront davantage car ils ne devront pas payer ces droits. Vous aurez ainsi pu soutenir une cause qui vous est chère tout en avantageant vos proches.

Par exemple, vous habitez en Région wallonne et vous souhaitez léguer 100.000€ à votre neveu. Les droits à payer sont :

- ▶ 25% sur la 1re tranche de 12.500€, soit 3.125€
- ▶ 30% sur la 2e tranche de 12.500€, soit 3.750€
- ▶ 40% sur la 3e tranche de 50.000€, soit 20.000€
- ▶ 55% sur la 4e tranche de 25.000€, soit 13.750€

Si l'on retire ces sommes du montant initial, votre neveu recevra 59.375€ et l'État 40.625€

Par contre, vous pouvez aussi décider de léguer une partie du patrimoine à Solidarité Socialiste qui prend alors en charge les droits de succession de votre neveu. Vous accordez, par exemple, à ce dernier 65.000€ et 35.000€ à Solidarité Socialiste. Votre neveu touchera ses 65.000€ et l'ONG devra, elle, payer :

- ▶ 25% sur la 1re tranche de 12.500€, soit 3.125€
- ▶ 30% sur la 2e tranche de 12.500€, soit 3.750€
- ▶ 40% sur la 3e tranche de 40.000€, soit 16.000€
- ▶ 7% sur le legs à l'association, soit 2.450€

Il lui restera donc 9.675€ et l'État recevra le solde de l'opération qui est de 25.325€

Si vous n'avez pas d'enfants ou d'autres héritiers légaux (conjoint, petits-enfants ou parents), vous pouvez céder la totalité ou une partie de votre patrimoine à une autre personne ou, dans ce cas-ci aussi, en faire bénéficier une association dont les causes et les projets vous tiennent à cœur. Si vous ne rédigez pas de testament, la totalité de vos biens iront à l'État.

Vous connaissez notre ONG, nos projets, ainsi que les valeurs que nous prônons et défendons activement.

S'ils sont en accord avec vos principes et que vous décidez de nous octroyer un legs, vous êtes assuré que cette partie de votre héritage sera utilisée à bon escient et concrètement dans le respect de votre volonté.

Rédiger son testament est un acte très personnel, et il est important que vous puissiez en déterminer le contenu en fonction de vos idéaux et de votre philosophie.

Votre notaire est la personne qui saura le mieux vous conseiller et vous indiquer la solution légale la plus adaptée pour vous permettre de concrétiser vos desseins, quels qu'ils soient. N'hésitez donc pas à aborder le sujet avec lui !

**Plus d'infos ?
Contactez Aurore Van de Winkel
02/505.40.86**